

à propos

Le magazine de
KOFF pour la
promotion de la paix



Engagements de la Suisse pour la paix et la sécurité

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie: les défis pour la Suisse et la société civile

2

dossier

La politique de paix étrangère est une politique de paix intérieure

L'agenda «Femmes, paix et sécurité» sous le prisme des soins et de l'accompagnement des personnes

La Suisse s'engage pour la liberté de l'internet

Conséquences de la transition énergétique dans les États fragiles

Quelques jalons pour une Suisse plus pacifique

3

pour aller plus loin

Renversement des priorités: la promotion de la paix avant la défense

4

actualité

Inscrivez-vous aux prochains cours de swisspeace!

Renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité – nouvelle publication de DCAF

5

calendrier

Événements

editorial

Conformément à objectif constitutionnel de promouvoir un ordre international juste et pacifique, la Suisse contribue activement aux efforts internationaux de promotion de la paix dans le monde. La présence sur son sol d'organismes multilatéraux, d'organisations internationales, d'institutions gouvernementales et d'act.eurs.rices de la société civile impliqué.e.s dans la paix et les droits de l'homme apporte à la Suisse une grande expertise, une expérience et une réputation internationale.

Cependant, certain.e.s soutiennent que la consolidation de la paix commence chez soi. L'égalité des sexes, les droits de l'homme, la justice climatique, la sécurité (humaine), la polarisation et la cohésion sociale — pour n'en citer que quelques-uns — sont des questions pertinentes pour une cohésion sociale pacifique en Suisse également. Les défis mondiaux tels que la crise climatique ou la pandémie de COVID19 le montrent clairement: ces questions sont pertinentes tant au niveau de la politique intérieure et qu'extérieure, et elles sont interconnectées. Cela souligne la nécessité de politiques et d'approches intégrées entre les act.eurs.rices de l'État et de la société civile en Suisse et à l'étranger. La présente édition met en lumière les efforts déployés par les organisations du KOFF et leurs perspectives à cet égard.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix « à propos ». Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteur-e-s et non celles de KOFF ou de swisspeace.

point fort

Cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie: les défis pour la Suisse et la société civile



Rassemblement pour la paix à Bogota, mai 2019. PBI

La Suisse accompagne la mise en œuvre de l'accord de paix entre l'ex-guérilla des FARC-EP (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo*) et l'État colombien, qui est aujourd'hui sur le point de voler en éclats. La Suisse et la société civile sont confrontées à de nouveaux défis.

Cinq ans après l'accord de paix, seule une infime partie des objectifs a été atteinte et les principaux représentant.es des FARC-EP ont repris les armes. Initialement, un peu moins de 13 000 combattant.es ont été démobilisé.es, mais les groupes dissidents et réarmés ont doublé leurs forces au cours de l'année écoulée pour atteindre 5000 membres selon les estimations, et ce chiffre est en augmentation. En août 2019, l'ancien chef des FARC-EP Iván Márquez, député du nouveau parti Comunes, a annoncé avec une vingtaine de cadres du parti qu'ils reprenaient les armes. Cette annonce ne fut pas une surprise, la mauvaise application du traité étant évidente. Les points relatifs à la réforme agraire intégrale et aux drogues illégales, en particulier, ont pris du retard. Récemment, le gouvernement colombien dirigé par Iván Duque a annoncé la reprise de l'utilisation du glyphosate pour

lutter contre la culture du coca. Les associations de défense de l'environnement et d'agriculteur.rices ainsi que l'ONU sont opposés à cet herbicide. L'accord de paix prévoit le remplacement facultatif par des produits de substitution, mais de nombreuses exploitations n'ont jamais reçu l'aide financière promise. La sécurité des ancien.nes combattant.es de la guérilla n'est pas non plus assurée. Depuis la signature de l'accord de paix en 2016, près de 280 anciens membres ont été assassinés. Ruiz Massieu, chef de la mission des Nations Unies en Colombie, déplore l'insuffisance de la protection: «Il y a encore trop de menaces et trop de morts. Tant que la sécurité des ex-combattants ne sera pas garantie, il ne sera pas possible de progresser sur les autres aspects de l'accord.»

Une dynamique de conflit complexe

Les meurtres de défenseur.euses des droits humains n'ont jamais été aussi nombreux depuis des années. Le danger ne vient pas seulement des partisans qui entourent Iván Márquez. D'autres groupes armés saisissent également l'occasion d'étendre leur contrôle territorial et social. La guérilla ELN (*Ejército de Liberación Nacional*), les groupes dissidents des FARC-EP et les groupuscules néo-paramilitaires remplissent le vide de pouvoir laissé par les anciens FARC-EP, que l'État ne pourra jamais combler. Au lieu de faire place à la paix, le conflit s'est transformé. Alors qu'il ne s'étendait que sur un ou deux fronts, il est devenu confus, ne cesse d'évoluer et implique des groupes très divers, ce qui rend impossible l'instauration d'une paix durable. Par conséquent, les menaces pesant sur les défenseur.euses des droits humains se sont multiplié.es, rendant leur protection plus ardue.

L'échec imminent du processus de paix est certainement aussi lié au manque d'inclusion d'acteur.rices important.es de la société colombienne dans les négociations de paix, tels que les victimes du conflit armé, les femmes, les jeunes, les enfants, les populations autochtones et les petits agriculteur.rices. En outre, le gouvernement actuel d'Iván Duque manque de volonté politique pour mettre en œuvre l'accord de paix.

Des défis pour la Suisse

Malgré cet état des lieux peu encourageant, la Confédération suisse reste engagée en faveur de la paix en Colombie et soutient les mesures préventives visant à protéger la population de la violence armée. Elle mène des actions concrètes en soutenant des projets dans les domaines de la participation politique, du respect des droits humains, du traitement du passé, de l'élimination des mines antipersonnel et de l'aide humanitaire. La Suisse aide également à la restitution de terres aux petits agriculteur.rices qui ont été déplacé.es en raison du conflit. La situation des personnes concernées par ces questions s'est détériorée ces dernières années. La violence contre les dirigeant.es des mouvements sociaux a augmenté, les acteur.rices armé.es illégaux.ales continuent d'utiliser des mines terrestres, les violations des droits humains sont omniprésentes, comme le montrent les manifestations sociales actuelles en Colombie, et la restitution des terres est lente. En outre, on constate une augmentation alarmante des massacres depuis l'année dernière, qu'on pensait, à tort, reléguer dans le passé grâce à l'accord de paix. La médiation de la Suisse dans le processus de négociation entre l'État colombien et la guérilla ELN ne porte pas ses fruits pour le moment. Un rapprochement rapide est loin d'être acquis, car le gouvernement colombien exige l'extradition de la délégation de l'ELN qui a mené les négociations de 2019, retranchée depuis à Cuba.

Une société civile en désaccord

La société civile, de plus en plus frustrée par la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix, doit également faire face à des défis. Les manifestations antigouvernementales actuelles réclament résolument son application, entre autres revendications. Si certaines organisations non gouvernementales colombiennes continuent d'adhérer à l'accord, à soumettre des rapports sur les violations des droits humains au système de justice transitionnel et à soutenir la commission de la vérité, d'autres se sont résignées et utilisent leurs ressources pour leurs propres projets, indépendants. Si la société civile internationale continue d'être favorable à l'accord de paix, elle est de plus en plus préoccupée par son manque de mise en œuvre.

Pour les défenseur.euses des droits humains en particulier, l'attention internationale est essentielle pour leur permettre de poursuivre leur travail en toute sécurité. C'est pourquoi, compte tenu des nombreux défis à relever, il est capital que la Suisse et la société civile poursuivent résolument leur engagement en Colombie afin de contribuer à l'instauration d'une paix durable.

[Peace Brigades International \(PBI\) Suisse](#)

Manuel Müller

manuel.mueller@peacebrigades.ch

Ancien volontaire de PBI en Colombie

[links](#)

dossier

La politique de paix étrangère est une politique de paix intérieure



Jakob Kellenberger, président de swisspeace, lors de l'ouverture de l'Ilanzer Sommer, 08.08.21, Ilanz.
Heike Sommer / Forum für Friedenskultur

Les expériences tirées de la promotion internationale de la paix peuvent-elles être utiles pour relever les défis qui subsistent en Suisse ?

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a inventé l'expression « la politique étrangère est une politique intérieure ». Cette dernière s'applique-t-elle également à la politique de paix ? Probablement pas encore, mais nous avons fait une première tentative.

En août dernier, après une année intensive de préparatifs, le Forum für Friedens-kultur a organisé l'été d'Ilanz. Dans la petite ville de montagne d'Ilanz dans les Grisons, un programme animé de cinéma, de concert, de conférence et de co-création a été proposé autour de la question: « qui peut apporter quelle contribution à une culture de la paix active et vivante en Suisse ? ».

Le choix de ce thème est né de la conviction qu'il est temps d'élargir la promotion de la paix à d'autres milieux et domaines plutôt que de la cantonner à ceux de la politique étrangère et du monde universitaire. Selon le concept de « Sustaining Peace », la culture de la paix devrait être comprise en tant que mission transversale permanente à laquelle chaque secteur, chaque département et chaque discipline peut et doit contribuer. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions être à la hauteur de l'autodéfinition d'une « nation de paix », tant au niveau national qu'international.

Il est frappant de constater que si la Suisse diffuse dans le monde entier de nombreuses méthodes de promotion des compétences dans le domaine de la médiation, de la gestion du dialogue et de la transformation des conflits, ces mêmes méthodes sont pratiquement inconnues en Suisse même, ou du moins non institutionnalisées. C'est pourquoi avec la mise en place de l'été d'Ilanz, Forum für Friedens-kultur vise à examiner comment les expériences du travail international pour la paix peuvent être mises à profit en Suisse.

Comment l'analyse stratégique des conflits permet-elle d'identifier les tensions en amont ? Un dialogue médiateur peut-il désamorcer la situation lorsque les clivages entre différents groupes de la population s'élargissent, que ce soit au sujet de l'hébergement de personnes en demande d'asile ou des mesures contre le Covid-19 ? Un nouveau contrat social pour la Suisse pourrait-il être élaboré dans le cadre d'un dialogue national ? Et quel rôle les médias peuvent-ils jouer dans la promotion d'une culture du dialogue et du débat (qui occupe de nombreux esprits actuellement) ? Que peuvent-ils apporter à un espace public dans lequel les parties en conflit peuvent s'engager dans un échange constructif et démocratique ? Ou est-ce que tout cela remonte à bien plus loin, nous requérant ainsi de faire appel à notre mémoire transgénérationnelle – ce qui est déjà pratiqué dans d'autres pays – pour comprendre la Suisse d'aujourd'hui ?

L'été d'Ilanz a été le premier pas vers un processus que nous aimerions continuer à façonner et à approfondir dans le futur. Cette année déjà, plusieurs membres de la plateforme KOFF y ont participé et contribué à sa polyvalence et à son professionnalisme, ce qui a été très apprécié par les participant.e.s et, surtout, accueilli de façon positive par les médias.

Forum für Friedenskultur

Lea Suter

lea.suter@peaceprints.ch

Présidente

links

- [Forum für Friedenskultur](#)

dossier

L'agenda « Femmes, paix et sécurité » sous le prisme des soins et de l'accompagnement des personnes



« City of Nobody », 2020. Ximena Lama

« Pourquoi les femmes, principales victimes de la guerre, devraient-elles se taire pendant

que les hommes débattent de l'instauration de la paix? »

Cette question a été posée par Leymah Gbowee, récipiendaire du Prix Nobel de la Paix en 2011.

Madame Gbowee est l'une des invités d'honneur de l'événement virtuel *Centering Care in Women, Peace and Security: Reflections from Civil Society in the Context of the Fourth Swiss National Action Plan 1325* (« Placer les soins et l'accompagnement des personnes au cœur de l'agenda Femmes, paix et sécurité: réflexions issues de la société civile dans le contexte du Quatrième Plan d'action national 1325 »).

Cet événement se déroulera le 21 septembre et présentera les principaux résultats du projet « *Civil Society Contribution to the implementation of the Swiss National action Plan NAP 1325* » (« Contribution de la société civile à l'implémentation du Plan d'action national 1325 », en anglais uniquement). Coordonné par la plateforme suisse de promotion de la paix KOFF, en collaboration avec Femmes de Paix Autour du Monde et l'ONG féministe pour la paix cfd, le **projet garantit la prise en considération de l'expertise de la société civile dans la mise en œuvre officielle du Plan d'action national 1325 de la Suisse (NAP 1325).**

La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre

Pour ces trois organisations de promotion de la paix, représentantes de la société civile, et pour les activistes féministes militant pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, la *paix* est à comprendre au sens le plus large, celui d'une **paix positive**, qui ne se limite pas à l'absence de guerre ou de violence physique directe. Celle-ci se construit au jour le jour, localement, et nécessite un engagement fort contre la violence structurelle et culturelle^[1].

Il n'est pas rare que les pays de l'hémisphère Nord élaborent leur NAP 1325 en se concentrant sur leur politique étrangère, laissant de côté l'importance des problématiques intérieures et les opportunités que l'agenda offre à cet égard. Cette attitude s'avère liée à un schéma comportemental colonial qui contribue à « perpétuer une image suggérant que les pacifiques pays du Nord (qui se servent toutefois de l'armée pour faire régner la paix et la sécurité) n'ont d'autre choix que de *voler au secours* des pays du Sud rongés par l'insécurité ^[2]. »

À l'instar de la plupart des pays, la Suisse rechigne à étendre le champ de son NAP à la politique intérieure et comme d'autres, elle est loin de garantir une *paix positive* à l'intérieur de ses propres frontières. Or, tout comme les budgets et les stratégies politiques ne sont pas conçus séparément, de la même manière, les politiques nationales et étrangères devraient être interconnectées. C'est pourquoi il ne faut pas voir l'agenda 1325 comme un simple outil de promotion de la participation des femmes, mais comme une ligne directrice tout ce qu'il y a de plus sérieux pour une politique transformative en Suisse comme à l'étranger.

Pas de paix sans soins ni accompagnement

La pandémie a révélé les dysfonctionnements et déséquilibres de nos sociétés à l'échelle mondiale. En 2020, partout sur la planète, la crise sanitaire a particulièrement touché les

femmes, avec une augmentation des atteintes aux droits humains, des violences domestiques, de l'oppression structurelle, de la pauvreté et des tâches ménagères. **La crise a tout particulièrement mis en lumière l'importance du rôle joué par les femmes dans les soins et l'accompagnement des personnes, essentiels à la cohésion de nos sociétés et contribution quotidienne à la paix.** Pourtant, ces femmes sont fréquemment invisibilisées [3], exposées à la précarité sociale et économique, souvent ignorées des sphères consultatives ou décisionnelles.

Une politique de paix féministe et intersectionnelle (couplée à une approche centrée sur les soins et les personnes soignantes en tant que promotrices de la paix) est incontournable pour relever, avec l'humilité qu'il se doit, les défis de notre monde.

Il est temps d'agir et il est temps de prendre soin les uns des autres.

[1] D'après la définition du glossaire cfd (21.06.2019 – non traduit en français, traduction libre) – La violence structurelle recouvre la violence reproduite par les structures sociales, politiques et économiques, qui est « produite au sein du système » (oppression de certains groupes sociaux, inégalité des chances et des conditions de vie en raison de systèmes de type apartheid, colonialisme, etc.). La notion de violence culturelle désigne les aspects d'une société ou d'une culture qui légitiment la violence directe et structurelle (p. ex. l'acceptation des violences infligées à certains groupes, les stéréotypes de comportement, la transphobie et l'homophobie, les discriminations fondées sur les capacités physiques, la conviction d'une supériorité s'appuyant sur des idéologies comme le racisme, le militarisme ou le chauvinisme). La religion, les valeurs et les mentalités peuvent ainsi être exploitées pour légitimer la violence culturelle. La violence culturelle s'enracine également dans le langage, l'art, la science, les médias et l'éducation.

[2] Toni Hastrup et Jamie J. Hagen (2020): *Global Racial Hierarchies and the Limits of Localization via National Action Plans, New Directions in Women, Peace and Security*, édité par Soumita Basu et and Paul Kirby, Bristol University Press (non traduit en français, citation librement traduite).

[3] En Suisse, la valeur produite par le travail non rémunéré de soins et d'accompagnement des personnes se chiffre à 248 milliards de francs (plus que ce que le gouvernement fédéral, les cantons et les communes dépensent en une année). Or ce travail est majoritairement assumé par des femmes.

[cfd- l'ONG féministe pour la paix](#)

Izabel Barros

Izabel.Barros@cfd-ch.org

chargée de programme

[links](#)

- [Civil Society Contribution to the implementation of the Swiss National action Plan NAP 1325](#)
- [cfd- l'ONG féministe pour la paix](#)

dossier

La Suisse s'engage pour la liberté de l'internet



Les fermetures d'Internet ordonnées par les gouvernements sont des mesures visant à restreindre l'accès à certain·e·s acteurs·rices du net tels que les médias sociaux. De telles mesures sont souvent prises en période électorale afin de réprimer les protestations/critiques antigouvernementales, influencer les élections et dissimuler les violations des droits de l'homme, avec l'aide d'entreprises qui fournissent des technologies de censure.

L'augmentation des fermetures d'internet est préoccupante car elles violent les droits de l'homme, tels que le droit à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique, restreignent l'accès à l'information et perturbent des sociétés de plus en plus numérisées.

En novembre 2019, la Suisse a adhéré à la Freedom Online (FOC), une coalition de 34 Etats qui s'engagent à promouvoir la liberté d'expression, d'association et de réunion ainsi que la protection de la sphère privée sur Internet – dans le monde entier.

Les Etats membres de cette coalition se sont engagés à travailler ensemble sur le plan diplomatique pour exprimer, à niveau surtout multilatéral, leurs préoccupations concernant les mesures visant à restreindre la liberté de l'Internet et à soutenir les personnes dont les droits de l'homme en ligne sont bafoués. Ils donnent ainsi la priorité à trois domaines d'activité principaux :

1. Coordination diplomatique entre les membres, ainsi qu'avec les parties prenantes extérieures (entreprises, société civile, monde académique) qui partagent les objectifs de la coalition;
2. Elaboration de normes globales sur les droits de l'homme en ligne par le biais de déclarations communes ;
3. Engagement multipartite: organisation de réunions périodiques

En mai 2020, la Suisse a contribué à une déclaration conjointe de la FOC visant à alerter sur les risques de certaines mesures gouvernementales prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, comme le recours à des pratiques de surveillance arbitraires ou illégales, la fermeture de réseaux et la censure. Toute une série de droits de l'homme est impactée par ces mesures (droits économiques, sociaux, culturels etc.)

L'engagement de la Suisse contre l'augmentation des perturbations et fermetures d'internet commanditées par des États comprend également le soutien de la Division Paix et Droit de l'Homme du DFAE à la campagne #KeepItOn de l'ONG Access Now depuis début 2020. L'objectif de #KeepItOn est de renforcer l'action préventive stratégique pour une réponse rapide aux violations des droits de l'homme liées à l'internet dans le contexte des élections dans le monde.

En 2020, l'ONG Access Now et la coalition #KeepItOn ont recensé au moins 155 coupures d'internet dans 29 pays. Des centaines de millions de personnes ont ainsi été coupées du monde lors de la pandémie de COVID-19, perdant l'accès aux informations sanitaires vitales, à l'éducation et aux opportunités de travail. A titre d'exemple, 100 millions de personnes ont subi une coupure nationale de l'internet pendant plus de deux semaines en Éthiopie, au plus fort de la pandémie de COVID-19.

Le black-out total d'Internet ne représente que l'une des nombreuses formes que peut prendre une fermeture. Le plus souvent, les gouvernements ferment l'internet mobile ou les médias sociaux. C'est ce qui s'est passé le 1er février 2021 au Myanmar, lorsque des entreprises de télécommunication ont été sommées de bloquer des médias sociaux et des adresses IP. Une autre mesure restrictive consiste à déclasser la connexion de 4G/3G à 2G, ce qui empêche le téléchargement, l'envoi ou le partage de contenu.

L'adhésion de la Suisse à la Freedom Online (FOC) et son soutien à la campagne #KeepItOn concordent avec la Stratégie de politique extérieure numérique 2021–2024 de la Suisse et illustrent les efforts du gouvernement dans la protection et promotion des libertés d'internet au niveau mondial.

DFAE - Division Paix et Droit de l'Homme

Rémy Friedmann

remy.friedmann@eda.admin.ch

Senior Advisor

links

- [Stratégie de politique extérieure numérique 2021-2024 de la Suisse \(voir p 42\)](#)
- [Freedom Online Coalition](#)
- [Campagne #KeepItOn d'Access Now](#)

dossier

Conséquences de la transition énergétique dans les États fragiles



Au cours des deux derniers siècles, le système énergétique mondial basé sur les combustibles fossiles a grassement profité à de nombreux pays et personnes, et notamment au monde industrialisé. La Suisse ne fait pas exception. Or la combustion fossile a libéré du CO₂ et d'autres gaz à effet de serre qui sont à l'origine d'une hausse spectaculaire des températures moyennes mondiales. Si ces dernières venaient à dépasser de 2 °C le niveau préindustriel, les scientifiques nous avertissent que les changements climatiques en résultant menaceraient l'humanité et la vie telle que nous la connaissons.

En 2015, la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris s'est conclue par l'accord de Paris, signé par plus de 190 États, dont la Suisse et l'Union européenne. Celui-ci vise notamment à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de la barre des 2 °C. Depuis, à la surprise générale, les tarifs de l'électricité d'origine solaire et éolienne ont chuté de manière beaucoup plus spectaculaire qu'on ne l'avait cru possible en 2015 et les technologies d'énergie propre ont évolué beaucoup plus rapidement. Cela a renforcé la confiance dans la faisabilité technique et financière du pari consistant à vouloir maintenir les températures en dessous du seuil de référence. Cependant, la crédibilité socio-économique du projet dépend principalement de la volonté des pays qui consomment beaucoup d'énergie fossile d'agir vite et dans la prochaine décennie. Pour un grand nombre d'entre eux, et la Suisse en fait partie, cela s'avère difficile, car ils peinent à rallier les forces politiques nationales à des mesures plus ambitieuses de réduction des émissions.

De ce fait, les États fragiles sont non seulement touchés par le changement climatique, mais aussi par les politiques climatiques des pays importateurs de combustibles fossiles et par la vitesse à laquelle ils s'approprient à augmenter leurs investissements dans les technologies vertes.

De nombreux États fragiles sont exportateurs de combustibles fossiles et dépendent fortement de ces revenus, ce qui constitue un défi supplémentaire. La perte de cette manne financière pourrait menacer les alliances des élites et le système de clientélisme qui assure un niveau relatif de stabilité politique et économique dans certains pays. Elle augmenterait donc le risque d'effondrement de l'État et pourrait donner lieu à des formes diffuses et localisées d'autorités, utilisant la force et la violence pour contrôler les populations et leur accès aux ressources naturelles.

Par ailleurs, les États fragiles dotés des ressources minérales nécessaires pour universaliser les technologies énergétiques propres offrent des opportunités supplémentaires. Le fait qu'une grande part de ces ressources se trouve dans des pays à contexte fragile constitue une difficulté pour les entreprises internationales cotées en bourse et soumises à la pression des principes, lignes directrices et normes internationales sur la conduite responsable des entreprises (CRE) et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Cette situation tend à attirer dans ces pays les investissements d'entreprises opportunistes et financées par des fonds privés, y compris des sociétés domiciliées en Suisse, qui ne se sentent pas obligées de se soucier des retombées environnementales et sociales négatives de leurs opérations.

Enfin, dans les États fragiles présentant un fort potentiel d'investissement dans des projets solaires ou éoliens à grande échelle, ou dans la récolte de biomasse, on remarque une augmentation des risques CRE et ESG déjà observés pour les combustibles fossiles et

les projets miniers, alimentant une certaine frilosité de la part des investisseurs. Ces risques comprennent notamment les conflits relatifs aux droits fonciers, à l'utilisation des terres et des rares ressources en eau, ainsi que la conduite des forces de sécurité sous contrat et le non-respect des droits des travailleurs, des enfants et des droits humains en général.

La transition énergétique présente donc, parallèlement aux impacts du changement climatique, des risques susceptibles d'aggraver les vulnérabilités économiques, politiques et sociales des États fragiles. Pour les promoteurs de la paix, les agences d'aide humanitaire et les organismes de développement, il est important d'examiner conjointement ces risques en fonction des contextes spécifiques. swisspeace publiera un policy brief (document d'orientation politique), qui abordera plus en détail les conséquences de la transition énergétique pour les États fragiles.

[swisspeace](#)

Evelyn Dietsche

Evelyn.Dietsche@swisspeace.ch

Senior Business Lead

[swisspeace](#)

Fabian Hofmann

Service civique

[links](#)

- [swisspeace](#)

Over the last two centuries, the fossil fuels-based global energy system has tremendously benefited many countries and many people, especially in the industrialized world, including Switzerland. On the downside, however, the burning of fossil fuels has released CO₂ and other greenhouse gases to an extent where these are driving a dramatic rise in average global temperatures. If these reach 2°C above the pre-industrial level, scientists warn, the resulting changes in global climatic conditions will existentially threaten humanity and life as we know it.

In 2015, the United Nations' Climate Change Conference held in Paris concluded with over 190s states, including Switzerland, plus the European Union signing the Paris Agreement. It intends to contain average global temperature rises below the 2°C benchmark. Since then, the biggest surprise has been that solar and wind-produced electricity prices have dropped much more dramatically, and clean energy technologies have evolved much faster than had been thought possible in 2015. This has boosted confidence in the technical and financial feasibility of containing temperature rises below the benchmark. However, the socio-economic plausibility of the transformation depends mainly on the willingness of countries, consuming a lot of fossil fuel-based energy to act fast and within the next decade. For many, including Switzerland, this is proving difficult, as they struggle to get national constituencies on board to support more ambitious emission reduction measures.

In any case, fragile states are not only impacted by climate change but also by the climate

policies fossil-fuel importing countries are poised to adopt and the speed at which they will scale investments in clean energy technologies.

Among these additional challenges are, first, that many fragile states are fossil fuel exporters and heavily reliant on revenues generated by the sector. Losing this income could threaten the elite alliances and patronage relationships that have delivered at least some level of political and economic stability in some countries. Thus, it could raise the risk of state collapse and give rise to more diffuse and localized forms of authorities using force and violence to control people and their access to natural resources.

Second, there are additional opportunities for those fragile states endowed with the mineral resources needed for the widespread adoption and scaling of clean energy technologies. But for international publicly listed companies that are under pressure to comply with international principles, guidelines, and standards on responsible business conduct (RBC) and environmental, social, and governance (ESG) performance, it poses a challenge that many of these resources are found in fragile contexts. This introduces a potential bias where fragile states attract investments from more opportunistic and privately funded companies, including companies domiciled in Switzerland, that do not feel obliged to care about their operations' negative environmental and social impacts and legacies.

Third, where fragile states hold potential for investments in large-scale solar or wind power projects or biomass harvesting, similar RBC and ESG risks as those related to fossil fuels and mining projects and the same investor bias arise. For example, these risks include conflicts over rights to land and land use and scarce water resources, the conduct of contracted-in security forces, disrespect for the rights of labor, children and human rights more generally.

In conclusion, alongside the impacts of climate change, the energy transformation poses additional risks that are likely to aggravate fragile states' economic, political, and social vulnerabilities. For peacebuilders, humanitarian relief agencies, and development organizations, it is important to take a joined-up look at these risks in relation to specific fragile contexts. swisspeace will be publishing a Policy Brief that discusses the implications of the energy transformation for fragile states in more detail.

dossier

Quelques jalons pour une Suisse plus pacifique

Image not found or type unknown



Höchi Flue, Egerkingen, Suisse.

La mission de la Suisse en faveur de la paix est une réalité historique et culturelle, inscrite dans la constitution et pour une part dans les politiques publiques. Modeste ou ambitieux, c'est moins le bilan de notre passé – aussi brillant et humaniste soit-il ! – que le regard vers l'avenir qui importe. La paix naît dans les cœurs, mais aussi dans les pratiques. Quelles améliorations semblent nécessaires ?

La paix se conçoit. C'est à la fois une recherche et une pratique. Définir la paix permet de mieux la comprendre, de la vivre et de la partager. Cela permet aussi de distinguer la paix de la violence et du conflit, de leurs dépassements respectifs lesquels seraient en quelque sorte la face sombre, parfois constructive de la paix. Des progrès restent à faire pour valoriser et promouvoir la paix et sa prééminence pour les personnes et les institutions. L'enseignement de la paix est bien établi en Suisse, de haute qualité mais il reste rare et fragmentaire là où il devrait être universel pour réaliser d'ici à 2030 l'objectif 4.7 du développement durable. La paix, comme les questions de genre et d'environnement est transversale, sa connaissance et son usage doivent devenir interdisciplinaires.

La paix se pratique. Ses outils sont désormais bien connus, mais trop peu utilisés. La prévention et le refus des violences restent perfectibles, la non-violence est parfois réprimée. La gestion non-aggravante des conflits et la médiation sont des pratiques en progrès, mais encore souvent marginales.

La paix se protège et se distingue de la sécurité. Là où la paix est un épanouissement et un progrès, la sécurité n'en est que la garantie face à des réalités, des dangers effectifs ou potentiels. Là où la paix est un droit, la sécurité est un devoir, pour l'individu comme pour l'État. Pour assurer et contrôler que la paix soit préservée avec justice, sans violence, il importe que le droit à la paix soit reconnu et de privilégier pour son exercice des méthodes elles-mêmes pacifiques et non-violentes, humaines et constructives.

La paix se finance. Le financement direct de la paix, par rapport au financement de la guerre reste dérisoire. Comparativement, 1.35 % du budget militaire suisse est directement consacré à la paix et aux droits humains. Et même s'il y est ajouté l'aide au développement, la part des finances publiques consacrée à la paix et à son progrès reste inférieure au budget militaire. Cette tendance doit être progressivement inversée.

La paix est cohérente. Il ne suffit pas de la proclamer ou de la désirer, il est temps de la réaliser.

Tous ces domaines font parties des infrastructures sociétales et publiques nécessaires au progrès de la paix et au bon fonctionnement de nos institutions.

L'APRED y travaille.

APRED

Christophe Barbey

christophe.barbey@unifr.ch

pour aller plus loin

Renversement des priorités: la promotion de la paix avant la défense



Initiative populaire « pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre » en Suisse. Wikimediacommons

Bien que sensiblement réduite depuis la fin de la guerre froide, notre armée reste aujourd'hui surdimensionnée, selon le Conseil Suisse pour la Paix (SFR). C'est pourquoi, dans le cadre de la consultation sur le rapport de 2021 sur la politique de sécurité, il propose de renverser les priorités. Depuis son adhésion à l'ONU, la politique de sécurité de la Suisse est axée sur le système de la sécurité collective. La participation à la consolidation de la paix internationale devrait être placée au premier rang, les secours en cas de catastrophe au deuxième et la défense nationale au troisième.

Avec une telle hiérarchisation des priorités, le sens et la finalité du service militaire obligatoire doivent être remis en question. Le service militaire obligatoire n'a aucun sens pour les missions de maintien de la paix qui nécessitent une main d'œuvre très qualifiée et très motivée. Toutefois, cela réduirait aussi massivement le nombre total de membres du service nécessaire. Cela rendrait le service militaire obligatoire général obsolète, ce qui aurait également des « effets secondaires » sur les autres domaines du service obligatoire, le service civil et la protection civile.

Sans service militaire obligatoire, le service civil n'a plus de justification juridique. Mais ce

dernier ayant amplement prouvé son utilité, il faudrait le conserver sous une forme modifiée. La protection civile est manifestement en proie à une crise structurelle, que les responsables voudraient résoudre au détriment du service civil – du point de vue de la SFR, une approche peu judicieuse. Ce n'est pas le service civil qui doit être rendu moins attrayant, mais l'ensemble du domaine des organisations de protection et de sauvetage qui doit être réformé. Quant à la « catastrophe climatique », elle ne relève pas de la politique de sécurité: elle se doit d'être gérée au niveau civil.

Cette restructuration offrirait également l'opportunité d'un transfert massif de ressources financières de la politique de sécurité vers la consolidation de la paix, la coopération au développement et l'aide humanitaire. Cela permettrait à la Suisse d'atteindre enfin son objectif de financement du développement à hauteur de 0,7% du produit intérieur brut. De plus, elle pourrait fortement augmenter les subsides accordés au CICR tout en assurant une garantie de déficit pour ses frais de personnel. Et elle serait également en mesure d'élever considérablement les aides allouées à la lutte internationale contre la pandémie de Covid-19, contribuant ainsi à assurer une large couverture vaccinale dans tous les pays, y compris les plus pauvres. Ces exemples montrent comment, avec les économies réalisées sur les dépenses militaires, la Suisse pourrait œuvrer efficacement en faveur d'un monde plus pacifique.

La réduction de l'armée affaiblirait également l'argument selon lequel l'exportation de matériel de guerre et de biens dits à double usage à des fins militaires est nécessaire pour permettre une production indépendante de matériel de guerre. Dans le même temps, le secteur financier devrait également s'orienter clairement vers la promotion du développement pacifique dans le monde, en interdisant le financement direct et indirect des armements et de l'industrie de l'armement. Le renoncement fondamental à ces exportations et à leur financement permettrait d'éviter que des conflits soient alimentés depuis la Suisse et que des armes suisses apparaissent dans des zones de guerre.

[Conseil suisse pour la paix \(SFR\)](#)

Ruedi Tobler

ruedi.tobler@friedensrat.ch

Président

[links](#)

- [Conseil suisse pour la paix \(SFR\)](#)

actualité

Inscrivez-vous aux prochains cours de swisspeace!

01 - 12 November 2021



Strategic Dialogues in Peace Processes (virtual course, 7 half-days)

25 November - 10 December 2021



Preventing Violent Conflicts (virtual course, 6 half-days)

Apprenez-en plus sur l'utilisation du dialogue dans les processus de paix complexes en découvrant les opportunités, les défis et les exigences d'une approche stratégique du dialogue. Inscrivez-vous au cours Strategic Dialogues in Peace Processes (virtual course, 7 half-days) avant le 30 septembre 2021!

Explorez les approches conceptuelles, thématiques et pratiques de la prévention des conflits avec des experts et des praticiens. Inscrivez-vous au cours Preventing Violent Conflicts (virtual course, 6 half-days) avant le 30 septembre 2021!

links

- [Consultez l'offre de formation continue de swisspeace](#)

actualité

Renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité – nouvelle publication de DCAF



L'étude comparative **Strengthening the Role of Parliaments in SSG – Challenges and Opportunities from Selected Case Studies** (ou « Renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité ») explore le rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité (SGG), en s'appuyant sur des études de cas nationales en Colombie, en Gambie, en Macédoine du Nord et en Tunisie. L'analyse comparative examine les modèles transnationaux de variation institutionnelle et leur efficacité à contribuer à une bonne gouvernance du secteur de la sécurité. Tous ces éléments ont une applicabilité plus large dans le domaine de la SGG et peuvent être utilisés pour éclairer des choix politiques futurs et interventions dans ce domaine.

links

- [Étude comparative « Strengthening the Role of Parliaments in SSG » – Challenges and Opportunities from Selected Case Studies](#)

calendrier

Événements

NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Retrouvez les informations et événements relatifs à la plateforme KOFF et ses organisations membres sur notre [page web](#).

TABLE RONDE VIRTUELLE – SURMONTER LA DÉSINFORMATION

Mercredi 8 septembre 2021

La désinformation, c'est-à-dire la diffusion non intentionnelle de fausses informations, n'est pas un phénomène nouveau, mais avec l'augmentation des canaux numériques, notamment les réseaux sociaux et les applications de messagerie privée, la prolifération de ces contenus et la vitesse à laquelle ils circulent s'accroissent.

Cette table ronde s'adresse à toute personne désireuse de discuter de l'état actuel de la désinformation, des voies à suivre, et des partenariats nécessaires pour atteindre l'avenir que nous souhaitons. Rejoignez-nous! L'événement se déroulera en anglais.

[Détails et inscription](#)

SOIRÉE D'INFORMATION DE PBI – S'ENGAGER COMME VOLONTAIRE DANS UN PAYS DU SUD

14 septembre 2021 à Martigny

En collaboration avec d'autres ONGs, PBI organise une séance d'information sur le volontariat à l'étranger, avec la possibilité de participer en ligne. Venez découvrir les différentes options possibles, discuter de votre projet et poser toutes vos questions!

[Détails et inscription \(jusqu'au 6 septembre 2021\)](#)

CONFÉRENCE VIRTUELLE LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ – UNE ATTENTION TOUTE PARTICULIÈRE SUR LES SOINS ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES

Réflexions de la société civile dans le contexte du quatrième plan d'action national suisse 1325

21 septembre 2021

Pour la première fois, la société civile est un partenaire dans la mise en œuvre du Plan d'action national 1325 de la Suisse. Les deux dernières années ont été consacrées à l'étude des liens entre la prestation de soins et la participation des femmes dans la consolidation de la paix.

Cette conférence virtuelle est le point culminant de ce projet. Les principales conclusions seront présentées et discutées dans un contexte plus large avec des acteurs de la société civile et des décideurs politiques.

[Détails et inscription \(jusqu'au 19 septembre\)](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.

Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

| | |
|------------|---|
| Éditeur | KOFF |
| Contact | Steinengraben 22, 4051 Bâle, Suisse Tél.: +41 (0)31 330 12 12 |
| Rédaction | Sanjally Jobarteh, Maria Vogelbacher |
| Traduction | Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen |
| Couverture | Manifestation «#evakuiierenjetzt» sur la Place fédérale à Berne, 10.10.2020. Mortaza Shahed/Unsplash |

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| ae-centre | Fondation Hironnelle | mission 21 |
| Action de Carême | Fondation Peace Nexus | miva – transporte l'aide |
| Alliance Sud | Fondation village d'enfants | Organisation suisse d'aide aux réfugiés |
| APRED | Graines de Paix | Peace Brigades International |
| artasfoundation | Green Cross Suisse | Suisse |
| Baha'i | Groupe pour une Suisse sans ar- mée | Peace Watch Switzerland |
| Brücke · Le pont | HELVETAS Swiss Intercooperation | Quaker United Nations Office |
| cfid | IAMANEH Suisse | Solidar Suisse |
| Conseil suisse pour la paix | ICP | SOS Village d'enfants |
| Croix-Rouge Suisse | Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS) | Stiftung für Integrale Friedensförderung |
| DCAF | Interpeace | Swiss Academy for Development |
| Eirene Suisse | Ligue Suisse des femmes catho- liques | SWISSAID |
| Femmes de Paix Autour du Monde | medico international suisse | Terre des Femmes Suisse |
| Femmes pour la Paix Suisse | MIR Suisse | terre des hommes schweiz |
| Fondation Caux – Initiatives et changement | | |